



DECLARATION

En mars dernier, face au statut quo dans lequel se trouve le processus de résolution du conflit, le Forum Social du Pays Basque a produit des recommandations. Certaines d'entre elles ont un impact direct sur notre Collectif.

Même si elles ne découlent pas du processus de réflexion et de la dynamique du Collectif des Prisonniers Politiques Basques (EPPK), dans la mesure où elles regroupent les composantes pour une résolution du conflit et ont le soutien social et politique de la société, ces recommandations sont à prendre en considération. C'est pour cela que nous en avons débattues au cours des mois précédents.

Nous tenons à souligner les conditions difficiles et le harcèlement dont notre Collectif a fait l'objet tout au long de ce débat. La répression carcérale a toujours été extrême, et on aurait pu penser que, depuis la décision de l'organisation ETA de mettre fin à la lutte armée, elle se serait allégée. Cependant, il n'en est rien, la répression ne s'est non seulement pas allégée mais s'est même dans certains cas, aggravée. Le souffle des temps nouveaux n'est pas arrivé jusqu'à nous. Nous sommes toujours les otages des Etats français et espagnol, et tous les jours, au travers de l'attitude des fonctionnaires de prisons, nous, nos familles et nos proches, nous continuons de subir le harcèlement du système carcéral.

Les Etats utilisent les mesures et les lois d'exception afin de bafouer les droits des prisonniers politiques basques et les acquis dont ils pourraient bénéficier, et entraver leur sortie jusqu'à même la rendre impossible. C'est ainsi qu'ils ont rempli les prisons. La dispersion équivaut à la déportation pour nous, prisonniers, mais au delà de notre cas, c'est une souffrance qui s'ajoute pour nos familles et nos ami(e)s. La torture constitue une composante essentielle de ce mécanisme alors qu'il devient indispensable de repenser la politique pénitentiaire et les procédures judiciaires, d'évaluer et d'observer les dommages causés.

Les Etats français et espagnol continuent de mener une politique carcérale orientée par leurs objectifs et intérêts politiques, en bafouant et violant nos droits fondamentaux, tel que l'Europe l'a condamné. Avant cette politique alimentait le conflit armé, aujourd'hui, elle est un obstacle au processus de résolution politique. Les ennemis de la liberté du Pays Basque, les mêmes qui sont aujourd'hui les ennemis de la paix, veulent étouffer entre les murs des prisons toute volonté de la société civile basque de mener ce processus démocratique de résolution du conflit à terme.

Ayant pris conscience de cet état de fait, et afin que le processus de résolution du conflit ne s'enlise pas, le Collectif des Prisonniers Politiques Basques (EPPK) assume sa part de responsabilité. En effet, c'est une volonté de libération politique et sociale qui nous a mené en prison, et nous continuons, depuis nos cellules, à être des militants et des combattants. Même si pour certains d'entre nous, il y a longtemps que nous n'avons pu respirer l'air au delà des murs de nos cellules, nous continuons à lutter comme au premier jour, pour l'avenir de notre pays. C'est pourquoi, malgré nos moyens limités, nous avons décidé de façon ferme, de les mettre au service du processus de résolution, et d'engager nos actions et nos réflexions dans ce sens.

Le Collectif des Prisonniers Politiques Basques a mené à bien sa réflexion pour réagir aux recommandations issues du Forum social et a fixé sa position les concernant. Ainsi, nous voulons adresser à tous les citoyens, aux acteurs internationaux qui ont montré leur intérêt pour le processus de résolution du conflit en Pays Basque ainsi qu'à tous les acteurs socio-politiques basques, la déclaration politique suivante :

1-De notre point de vue, afin de résoudre les conséquences du conflit, il est fondamental de prendre en compte les origines et les raisons politiques du conflit. Il faut une feuille de route solide pour que la résolution du conflit soit intégrale. Un conflit qui a des origines politiques demande une résolution politique.

2-La normalisation politique repose sur l'assurance de pouvoir développer et avoir la possibilité de concrétiser tous les projets politiques. Nous devons absolument éviter une résolution partielle ou fausse du conflit afin que celui-ci ne renaisse pas de ses cendres ; sans mentir aux citoyens et à la société civile.

3-De même, il est indispensable de considérer la résolution des conséquences du conflit de façon globale, en prenant en

compte tout type de conséquence. Nous reconnaissons que le conflit a généré de part et autre, beaucoup de souffrance et de douleur.

4-Nous approuvons le nouveau scénario politique apparu au lendemain de la fin de l'utilisation de la lutte armée par ETA et le fait de continuer à lutter pour la liberté du Pays Basque par des voies et des moyens politiques et démocratiques, en ne faisant qu'un avec les décisions qui ont été prises. Ainsi, nous réaffirmons que dans l'avenir, nous renonçons à notre ancien modèle de lutte contre l'oppression, la répression et les violations des droits humains. Notre engagement en faveur du nouveau scénario politique est total, et pour le renforcer et l'assoir, le Collectif des Prisonniers Politiques Basques, réaffirme sa décision d'y faire son apport.

5-Il est urgent d'annuler toutes les mesures et les situations d'exception ; d'adapter système judiciaire et juridique à la nouvelle politique ; de changer structurellement la politique pénitentiaire et prioritairement de mettre fin à la dispersion ; de prévaloir de nos droits ; de mettre en place un processus de retour, et d'apporter dans ce contexte politique une impulsion à une résolution intégrale.

6-Dans ces conditions, nous pourrions consentir à un processus de retour – un regroupement en Pays Basque en priorité puis la libération nécessairement- qui prendrait appui sur les ressources juridiques, même si cela équivaut pour nous à reconnaître implicitement nos condamnations. Nous admettons, que dans l'avenir, les lois et leurs applications ont un rôle important parce qu'elles devront renforcer les pas qui devront être faits.

7-Pour concrétiser notre retour, nous sommes prêts à étudier la mise en place de ce processus dans un schéma global, de façon échelonnée, renforcé par des engagements individuels et ce, dans un délai raisonnable.

8-Nous acceptons toute notre responsabilité quant aux conséquences de notre activité politique dans le cadre de ce conflit. Nous sommes également prêts à étudier notre responsabilité individuelle, mais dans le cadre d'un processus dont les conditions et les garanties auront fait l'objet d'un accord préalable.

Pour cela :

1-Le Collectif des Prisonniers Politiques Basques va entrer en relation avec les promoteurs des recommandations du Forum Social et les autres acteurs du Pays Basque pour construire des accords autour des recommandations et les faire avancer, et ce, afin de trouver des formules pour concrétiser ces recommandations.

2-Afin de mettre fin aux situations d'exception que nous vivons dans les prisons, le Collectif des Prisonniers Politiques va écouter toutes les propositions et réflexions des acteurs socio- politiques, et leurs fera part des siennes, pour que les décisions et les pas à venir pour faire avancer le processus reçoivent le soutien le plus large possible.

3-Nous faisons appel aux citoyens, aux institutions, aux acteurs sociaux et aux partis politiques, afin d'obtenir un consensus large autour d'un processus de retour inscrit dans un processus intégral, qui ne remettra pas en cause notre être et notre dignité politique.

4-Il est temps de ne pas se cacher derrière les difficultés et les obstacles. C'est le temps de la responsabilité politique. Celle de tous. De notre responsabilité politique également, dans la mesure où nous sommes à la fois partie et conséquence du conflit. Le Collectif des Prisonniers Politiques Basques niera pas sa part de responsabilité, et n'examinera pas ce que les autres font pour agir, car dans le conflit comme dans sa résolution nous nous engageons à être des acteurs actifs et efficaces. Nous ferons tout notre possible, en toute bonne volonté, pour la liberté d'Euskal Herria.

Les prisonniers basques au Pays Basque !
Amnistie et Autodétermination !

Le Collectif des Prisonniers Politiques Basques (EPPK) .

Décembre 2013, Euskal Herria dans notre cœur.